

Article 31 du Règlement

[Français]

LE CENTRE D'EMPLOI DE JONQUIÈRE

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Madame la Présidente, je tiens aujourd'hui à m'adresser de façon plus particulière aux citoyens et citoyennes du comté de Jonquière.

Mardi dernier, des gens se sont rendus au Centre d'emploi, pour postuler des emplois offerts au Centre fiscal de Jonquière. Dès 8 heures le matin, beaucoup se sont retrouvés au Centre d'emploi de Jonquière, face à une file d'attente très longue, et certains n'ont pas eu la possibilité de présenter une demande pour ces emplois.

Vous avez critiqué ce processus. Aussi, j'ai demandé aux autorités du Centre d'emploi et du Centre fiscal de Jonquière de réévaluer la façon de procéder lorsque des emplois sont offerts.

Transparence et équité sont des valeurs importantes, et nous allons faire le nécessaire pour apporter les correctifs appropriés, dans l'intérêt de tous.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

M. Rod Murphy (Churchill): Madame la Présidente, je veux attirer l'attention de la Chambre sur la question troublante des services d'aqueduc et d'égout dans les réserves indiennes du Canada.

Beaucoup ici savent que le taux de chômage peut atteindre les 85 et 90 p. 100 dans la plupart des réserves et que, malheureusement, beaucoup d'autochtones comptent sur l'aide sociale pour leur subsistance.

Le taux de suicide chez les jeunes autochtones est sept fois plus élevé que la moyenne nationale et les jeunes autochtones, hommes et femmes, ont, statistiquement, beaucoup plus de chances d'aller en prison qu'à l'université.

Les députés ne savent peut-être pas que dans beaucoup de collectivités autochtones, il n'y a pas d'eau courante, pas de douches chaudes, pas de toilettes avec chasse d'eau ni de lessiveuses, ce que d'autres tiennent pour acquis. Tant que ces services de première nécessité ne seront pas accessibles dans les réserves, on ne pourra pas y régler les problèmes économiques et environnementaux.

Récemment, des ententes ont été conclues pour l'installation de systèmes d'aqueduc et d'égout dans des collectivités autochtones, mais on demande aux habitants de ces collectivités de payer eux-même leur branchement au réseau.

Cela peut sembler raisonnable dans la plupart des situations, mais dans les collectivités où le taux de chômage atteint parfois les 85 ou 90 p. 100, c'est financièrement impossible. Je demande au gouvernement d'assurer. . .

Mme le vice-président: À l'ordre s'il vous plaît. Le temps de parole du député est écoulé.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Madame la Présidente, la Commission des droits de la personne a ordonné à John Ross Taylor, chef du Western Guard Party, de débrancher le répondeur téléphonique qui servait à répandre des messages haineux contre différentes minorités ethniques et raciales. On a interjeté appel auprès de la Cour suprême du Canada dans cette affaire, et la condamnation à un an de prison de M. Taylor a été maintenue. Il est difficile de comprendre pourquoi la Commission des droits de la personne a attendu plus de sept mois avant de voir à l'incarcération de M. Taylor.

• (1110)

La Commission des droits de la personne se plaint souvent de manquer de moyens pour combattre la promotion de la haine. Dans ce cas-là, elle avait les moyens de le faire et a attendu trop longtemps pour s'en servir.

* * *

LA SEMAINE DU RUBAN BLANC CONTRE LA PORNOGRAPHIE

L'hon. John Bosley (Don Valley—Ouest): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour demander aux députés de contribuer à la promotion de la semaine du ruban blanc contre la pornographie, qui se tiendra la semaine prochaine.

Le groupe national, connu sous le nom de *Citizens for Decency*, a choisi la semaine du 27 octobre au 3 novembre pour sensibiliser la population aux torts causés par la pornographie.

En tant que législateurs, nous savons bien que nous avons une responsabilité particulière dans ce domaine, surtout lorsqu'il s'agit de contrer l'exploitation des enfants, dans la conception et la vente d'articles pornographiques. Il importe avant tout que les enfants ne soient jamais utilisés pour mousser les profits de grossistes sans scrupules de matériel de ce genre.

J'ai fait parvenir à tous les députés et sénateurs un ruban blanc qu'ils pourront épingler à leurs vêtements afin de manifester leur appui à cette campagne, la semaine prochaine. Il est impossible d'évaluer les torts que peut causer la pornographie sur de jeunes esprits, mais notre sagesse collective doit nous pousser à protéger avant tout les jeunes de ses effets dévastateurs.